

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG/M/14

24 novembre 1997

(97-5155)

Comité des accords commerciaux régionaux
Quatorzième session

NOTE SUR LA REUNION DU 3 AU 5 NOVEMBRE 1997

Présidents: M. John Weekes (Canada) et
M. Jean-Marie Noirfalisse (Belgique)

A. Adoption de l'ordre du jour

1. La quatorzième session du Comité des accords commerciaux régionaux a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/707. Le Président a indiqué que sous le point: "Autres questions" de l'ordre du jour il soulèverait la question du calcul des taux de droits pondérés dans le cadre de l'examen de l'élargissement de la CE, qui avait fait l'objet de consultations; le représentant des Etats-Unis a précisé que sous ce même point sa délégation évoquerait les questions de la documentation et du calendrier des réunions. L'ordre du jour ci-après a été adopté:

A. Adoption de l'ordre du jour

B. Examen d'accords commerciaux régionaux

- Accord de libre-échange d'Europe centrale (Hongrie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie et Slovénie)
- République tchèque-Bulgarie
- République slovaque-Bulgarie
- Protocole concernant le commerce des services - Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais
- Traités instituant l'Union européenne, Services
- Accord européen Communautés européennes-Hongrie, Services
- Accord européen Communautés européennes-Pologne, Services
- Accord européen Communautés européennes-République slovaque, Services

C. Conséquences systémiques des accords et initiatives pour le système commercial multilatéral, et relations entre eux

D. Présentation de rapports sur le fonctionnement des accords

E. Autres questions

B. Examen d'accords commerciaux régionaux

2. Les comptes rendus de ces examens sont distribués en tant que documents distincts.

C. Conséquences systémiques des Accords et Initiatives pour le système commercial multilatéral et relations entre eux

3. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente le Comité était convenu d'une approche en trois temps pour aborder les questions systémiques: l'analyse juridique des dispositions pertinentes de l'OMC, la comparaison horizontale des accords commerciaux régionaux et un débat sur le contexte et les aspects économiques de ces accords. Le Comité est également convenu de commencer ses travaux par l'examen des concepts "les autres réglementations commerciales" et "pour l'essentiel des échanges commerciaux". A la précédente réunion, il avait également indiqué qu'une documentation allait être établie et qu'elle contiendrait des données factuelles sur les accords commerciaux régionaux, des notes d'information du Secrétariat ainsi que les notes présentées par les délégations.

4. Le Président a ensuite précisé que la présente réunion marquait l'ouverture du débat sur les deux questions systémiques. Le Comité disposait à cet effet de plusieurs documents. Le premier était la communication soumise par la délégation australienne, à la précédente session, à propos des deux expressions: "autres réglementations commerciales" et "pour l'essentiel des échanges commerciaux". Le deuxième document était une note informelle de Hong Kong, Chine, datée du 4 novembre, à propos de ces deux questions systémiques. Deux autres documents avaient été rédigés par le Secrétariat et mettaient l'accent sur la question des "autres réglementations commerciales": le document WT/REG/W/17 présentait en détail l'histoire de la rédaction des textes dans lesquels cette expression apparaît (article XXIV du GATT de 1947 et Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994), et le document WT/REG/W/17/Add.1 examinait les questions juridiques soulevées par les groupes de travail à l'époque du GATT. Le Président ne s'attendait pas que les délégations fassent des observations sur les notes du Secrétariat puisqu'elles n'avaient été distribuées que très récemment et qu'un mois seulement s'était écoulé depuis que le Comité était convenu de la marche à suivre. Il a suggéré que le Comité commence par un débat liminaire sur l'expression "autres réglementations commerciales".

5. Le représentant de l'Australie a rappelé qu'il avait présenté le document de sa délégation à la précédente session. Il demandait que ce document soit distribué en tant que document officiel du Comité.

6. La représentante de Hong Kong, Chine a indiqué que sa délégation avait préparé une note informelle concernant les expressions "les autres réglementations commerciales" et "pour l'essentiel des échanges commerciaux". Sa délégation accueillait favorablement les notes d'information du Secrétariat sur les "autres réglementations commerciales". Elles signalaient la diversité des points de vue en ce qui concerne l'interprétation de l'expression, comme le montraient les examens des différents accords commerciaux régionaux. Le fait que les rapports sur ces examens n'aient le plus souvent pas été concluants montrait une fois de plus qu'il fallait être prudent en avançant que les accords commerciaux régionaux qui avaient été examinés par les groupes de travail étaient tolérés par le GATT/l'OMC. La délégation de Hong Kong, Chine précisait ce point aux paragraphes 4 et 5 de sa note informelle. L'intervenante appelait l'attention des Membres sur les points suivants de cette note: les paragraphes 2 et 3, qui soutenaient que l'article XXIV constituait une exception, en particulier à la règle NPF et que ses dispositions devaient donc être interprétées de façon restrictive; les paragraphes 7 et 8, qui soulignaient le caractère non exhaustif de la liste des exceptions en ce qui concerne les "autres réglementations commerciales restrictives" qu'il fallait éliminer entre les territoires constitutifs aux termes de l'article XXIV:8 a) i) et b) et les paragraphes 9 à 13, selon lesquels il fallait éviter que l'harmonisation des régimes de commerce extérieur des membres d'une union douanière envisagée à l'article XXIV:8 a) ii) n'ait des effets défavorables pour le commerce d'autres Membres.

7. Le représentant du Japon a dit qu'il avait apprécié les notes d'information du Secrétariat ainsi que les communications de l'Australie et de Hong Kong, Chine. En ce qui concerne la communication de l'Australie, la délégation japonaise avait des points de vue différents quant à la question de savoir si des mesures de sauvegarde devaient être appliquées par un Etat partie à un accord commercial régional à l'égard de produits originaires de ses partenaires. La sauvegarde était une mesure spéciale qui était appliquée lorsqu'un Membre de l'OMC subissait un dommage ou un préjudice grave, lorsque des coûts économiques et sociaux élevés soulevaient des problèmes politiques et sociaux. Si un Etat partie à l'Accord rencontrait de telles difficultés, il semblait illogique de sa part de ne pas imposer des mesures de sauvegarde à ses partenaires alors qu'il en imposait à des pays tiers. La délégation japonaise estimait que les mesures de sauvegarde devaient être appliquées sur une base NPF, conformément à l'Accord sur les sauvegardes.

8. Le représentant du Canada a dit que l'expression, "autres réglementations commerciales" et l'expression "autres réglementations restrictives du commerce" qui lui était rattachée étaient importantes dans le contexte actuel du commerce où les droits de douane étaient abaissés tandis que d'autres réglementations commerciales avaient une incidence déterminante sur l'accès effectif aux marchés. C'est pourquoi ces deux concepts étaient importants, d'une manière générale, et pas seulement par rapport aux accords commerciaux régionaux. Deux aspects du concept, tel qu'il était énoncé à l'article XXIV:5 méritaient l'attention: premièrement, la question de la définition de ce concept dans un accord commercial régional et, deuxièmement, celle des incidences sur les tierces parties. Il importait de mettre ce paragraphe en parallèle avec l'article XXIV:4 qui énonçait que l'objet d'un accord commercial régional était de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres pays. Peut-être avait-on opté pour une formulation vague, estimant que les parties à un accord commercial régional devaient prendre en compte beaucoup d'"autres réglementations commerciales" dans le cadre d'un tel accord afin de créer des conditions de concurrence loyale. Les parties auraient alors poussé la libéralisation beaucoup plus loin, ce qui aurait accru la marge de préférence effective accordée aux partenaires de la zone de libre-échange; cet accroissement de la marge de préférence ne permettait cependant pas en soi de conclure que, dans l'ensemble, les obstacles étaient été plus élevés ou plus restrictifs vis-à-vis des pays tiers. Un examen beaucoup plus approfondi s'imposait. Le simple fait que les mesures de libéralisation étaient plus poussées au niveau régional ne devait permettre à quiconque de conclure qu'elles avaient eu des effets défavorables sur les échanges avec les pays tiers. La dernière question était celle de la relation entre les "autres réglementations commerciales" et les Accords de l'OMC. La délégation japonaise avait mentionné les sauvegardes, dont il avait longuement été question lors des réunions du Comité et des groupes de travail précédentes. La délégation canadienne soutenait que l'exclusion d'un partenaire d'un accord d'une mesure de sauvegarde globale dans certaines circonstances était compatible avec les dispositions existantes. En examinant les "autres réglementations commerciales" le Comité devait cependant avoir à l'esprit un principe général, à savoir que les sauvegardes, à l'instar d'autres instruments de protection conditionnels, comme les mesures antidumping, les droits compensateurs ou les normes, avaient une importance évidente dans la négociation des accords commerciaux régionaux; ces éléments, au niveau régional pouvaient à leur tour avoir une incidence sur le système multilatéral. La délégation canadienne aimerait examiner plus attentivement la question de la relation entre les accords commerciaux régionaux et les mesures de protection provisoires pour voir si on pouvait en tirer des leçons pour aller plus avant dans la libéralisation des échanges multilatéraux.

9. Le représentant des Communautés européennes souscrivait pour l'essentiel à l'intervention du représentant du Canada. Il a remercié le Secrétariat, ainsi que les délégations de l'Australie et de Hong Kong, Chine, pour la qualité de la documentation qui permettait d'étayer le débat. Il voulait préciser certains éléments du vaste champ des "autres réglementations commerciales", du point de vue de sa délégation. Comme l'avait observé le représentant du Canada, il existait un lien fondamental entre les paragraphes 4 et 5 de l'article XXIV. Le paragraphe 5 visait la protection de la position des tierces parties dans une union douanière ou dans une zone de libre-échange et donnait ainsi effet à la disposition du paragraphe 4 de l'article XXIV qui énonce qu'il ne fallait pas "opposer d'obstacles au commerce d'autres parties contractantes". C'est dans cette optique qu'il fallait examiner la question des "autres réglementations commerciales" par opposition aux "autres réglementations commerciales restrictives", à preuve l'article XXIV:8 a) ii), dans lequel figurait également l'expression "autres réglementations commerciales" par référence au commerce avec les territoires qui ne sont pas compris dans l'union douanière. D'autres

questions se posaient à propos de la signification du terme "réglementations" et, à cet égard, la note du Secrétariat (WT/REG/W/17/Add.1), en particulier à propos des restrictions quantitatives, indiquait que "l'examen des dispositions de l'Accord (c'est-à-dire du GATT) montre que le terme "réglementations" est toujours employé pour viser des questions telles que les procédures douanières, les exigences en matière de classement selon la qualité et de commercialisation des produits, ainsi que les contrôles similaires qui sont ordinairement exercés dans le domaine des échanges internationaux". En d'autres termes, il existe une définition potentielle qui va beaucoup plus loin et qui est beaucoup plus neutre que celle sur laquelle le Comité s'est appuyé jusqu'ici. On pouvait se demander si les Membres parlaient d'un large éventail de réglementations, y compris celles qui n'avaient pas d'incidence sur le volume ou la valeur réels des échanges, ou s'ils parlaient des seules réglementations, qui déterminaient effectivement le flux des échanges. Les réglementations commerciales restrictives dont il était question à l'article XXIV:8 avaient une portée interne et visaient les critères minima qu'un accord commercial régional devait nécessairement appliquer pour se prévaloir de la dérogation fondamentale à l'article premier que représente l'article XXIV; par opposition, les prescriptions de l'article XXIV:5 avaient une portée externe. C'est cette structure de base que le Comité devait avoir à l'esprit lorsqu'il examinerait en détail les différentes réglementations particulières. Une question fondamentale était de savoir si les "autres réglementations commerciales" visaient essentiellement les réglementations restrictives ou devaient être interprétées plus largement; le Comité devait réfléchir sur les conséquences de l'une ou l'autre interprétation. En ce qui concerne l'article XIX et la question des sauvegardes, l'intervenant a observé que la communication de l'Australie traitait cette question de manière satisfaisante. Une autre question se posait ici à propos de la structure du dispositif de l'article XXIV:8 et de la question des réglementations commerciales restrictives: quelle était la différence entre la possibilité donnée par l'article XXIV de conclure des arrangements préférentiels et les prescriptions énoncées à l'article XXIV:8 en ce qui concerne les conditions à remplir pour exercer pleinement ce droit. La différence entre ce qui était permis et ce qui était exigé faisait aussi partie de la distinction entre les "autres réglementations commerciales" et les "autres réglementations commerciales restrictives". La communication de l'Australie laissait entendre que les mesures prévues au titre de l'article XIX ne devaient pas être appliquées entre les membres d'un accord commercial régional. La délégation des Communautés européennes n'était pas d'accord avec la première phrase du paragraphe 22 de cette communication, selon laquelle "une union douanière ou une zone de libre-échange définitivement établie n'autorise aucune solution intermédiaire entre le libre-échange et les partenaires à l'arrangement et le traitement NPF pour les pays tiers"; la phrase "à l'exception, dans la mesure où cela serait nécessaire" énoncée dans l'article XXIV:8 a) et b) montrait que ce n'était sans doute pas le cas. L'intervenant a demandé si la délégation australienne considérait que l'élimination des mesures prévues à l'article XIX entre les parties à un accord régional devait en fin de compte être obligatoire pour le cas où il était fait usage de l'autorisation énoncée à l'article XXIV:8. Sa propre délégation considérait qu'elle était autorisée mais non obligatoire. Ce point du débat serait intéressant à examiner. En ce qui concerne l'intervention du représentant du Japon sur ce même point, l'intervenant a ajouté que, si l'on retenait l'argument selon lequel des mesures de sauvegarde devaient être appliquées sur une base NPF (que sa délégation rejetait), il était essentiel de faire la distinction entre une union douanière et une zone de libre-échange. Tout en rejetant l'argument selon lequel un membre d'une zone de libre-échange devait appliquer des mesures de sauvegarde conformément à la règle NPF, sa délégation le prenait au sérieux; il ne pouvait cependant pas s'appliquer dans le cas d'une union douanière pleinement établie. Le Comité devait faire une distinction claire entre ces deux types d'accords commerciaux régionaux.

10. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation se félicitait, elle aussi, des documents établis par les délégations de l'Australie et de Hong Kong, Chine, ainsi que des notes d'information du Secrétariat. A propos de la relation entre l'article XXIV et les autres articles du GATT de 1994 pour l'examen de l'expression "autres réglementations commerciales", la relation de l'article XXIV avec l'article premier, qui énonçait la règle NPF, était particulièrement importante. Comme le Comité l'avait reconnu, dans l'ensemble, l'article XXIV prévoyait une dérogation importante à la règle NPF, ce qui conférait aux accords commerciaux régionaux un statut spécial. Il y avait à cela deux raisons. La première était historique, à savoir qu'à l'inauguration du système commercial multilatéral il y a 50 ans, des entités similaires à ce qu'on appelle aujourd'hui les accords commerciaux régionaux existaient déjà, et il était nécessaire d'établir leur antériorité. La deuxième raison, plus fondamentale, était économique ou théorique, en ce sens qu'il avait été jugé souhaitable de promouvoir le libre-échange dans le cadre d'accords commerciaux régionaux, pour

appuyer la volonté collective des Membres de libéraliser le commerce mondial. Tel était l'esprit de l'article XXIV:4, qui était précisé dans le Préambule du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 selon lequel les Membres reconnaissaient "la contribution qu'une intégration plus étroite des économies des parties à de tels accords peut apporter à l'expansion du commerce mondial". La raison d'être d'un accord commercial régional était de libéraliser les échanges au niveau régional, dans le cadre du processus de libéralisation multilatérale. C'est pourquoi le caractère exceptionnel de l'article XXIV s'expliquait à la lumière du rôle des accords régionaux dans la promotion de la libéralisation du commerce multilatéral. La relation fondamentale entre l'article XXIV et d'autres dispositions du GATT, en particulier l'article premier, était importante et devait servir de principe directeur au Comité lorsqu'il voulait interpréter les expressions pertinentes de l'article XXIV, en particulier les "autres réglementations commerciales". L'article XXIV ne devait pas servir de couverture juridique à des pratiques ou des politiques commerciales incompatibles avec les règles du GATT que les parties aux accords régionaux pourraient prendre ou maintenir. Les parties à de tels accords avaient souvent essayé de justifier certaines mesures incompatibles avec les règles du GATT en s'appuyant sur les dispositions de l'article XXIV et en particulier sur l'expression "autres réglementations commerciales" figurant aux paragraphes 5 et 8 a). La délégation coréenne pensait que l'article XXIV du GATT ne conférait pas de droits supplémentaires aux parties aux accords. Par ailleurs, les réglementations commerciales ne devaient pas devenir plus restrictives avec l'établissement de zones de libre-échange ou d'unions douanières. En ce sens, l'orientation que prendraient les autres réglementations commerciales était importante, en particulier dans le cas des unions douanières. La communication de Hong Kong, Chine soulevait un point important au paragraphe 12 en ce qui concerne le sens dans lequel devrait se faire l'harmonisation dans le cadre des unions douanières: "La question fondamentale était celle de savoir si l'harmonisation devrait se faire dans un certain sens, et, dans ce cas, s'il faudrait y parvenir par un abaissement ou un relèvement des obstacles mis en place que les membres d'une union douanière appliquent aux échanges". Pour la délégation coréenne, la réponse était claire. Le degré de l'harmonisation était important et devrait à l'avenir retenir l'attention du Comité. La question semblait avoir un lien avec l'article XXIV:8 a) ii) qui disposait que "les droits de douane et les autres réglementations" appliqués par chacun des membres de l'union au commerce avec les territoires qui ne sont pas compris dans celle-ci sont identiques en substance; à ce propos, le paragraphe 11 de sa communication, Hong Kong, Chine, affirme que "l'harmonisation totale du régime extérieur n'est pas exigée". En d'autres termes, si cette harmonisation exigeait une nouvelle dérogation au principe NPF ou le relèvement des obstacles à l'égard des pays tiers au sens de l'article XXIV:5 a), les parties devraient se demander sérieusement si elle était vraiment nécessaire. De ce point de vue, il semblait qu'il existait un lien étroit entre les paragraphes 5 a) et 8 a) ii) de l'article XXIV. Enfin, l'intervenant a rappelé qu'à son avis, l'article XXIV ne conférait aux parties à un accord commercial régional aucun droit nouveau par rapport à ceux dont ils jouissaient sans cet accord. Il a appelé l'attention sur le paragraphe 9 de la note d'information du Secrétariat (WT/REG/W/17/Add.1), à propos de la portée et de l'application du paragraphe 8 a) ii): "cette règle implique le droit pour les pays membres d'une union douanière d'appliquer des mesures restrictives autres que celles qu'ils auraient pu appliquer si l'union n'était pas constituée"; sa délégation rejetait cet argument.

11. Le représentant d'Israël s'est félicité de la qualité de la documentation présentée et a précisé que sa délégation estimait que ces questions étaient importantes et qu'elle y reviendrait plus tard.

12. Le représentant du Japon a dit que l'intervention du représentant de la Corée lui avait paru convaincante. En ce qui concerne l'analyse de l'article XXIV, les Membres devaient examiner l'ensemble des Accords de l'OMC au lieu de considérer isolément les dispositions de l'article XXIV qui avaient 50 ans. L'article premier énonçait le principe directeur et incarnait l'esprit du système multilatéral. Le représentant des Communautés européennes avait fait des observations à propos de la structure de l'article XXIV et avait noté que les paragraphes 4 et 5 concernaient les pays tiers tandis que le paragraphe 8 traitait de questions internes aux accords commerciaux régionaux. Ces paragraphes devaient être examinés ensemble et les parties à un accord commercial régional devaient respecter leurs dispositions respectives. Par exemple, lorsqu'on examinait le cas où des mesures de sauvegarde n'étaient appliquées qu'aux pays tiers et non aux parties à un accord, il était important d'avoir à l'esprit à la fois l'article XXIV:4, qui dispose qu'une partie à un accord ne doit pas opposer d'obstacles au commerce de pays tiers et l'article XXIV:5 qui contient des dispositions plus détaillées indiquant comment les accords commerciaux ne doivent pas opposer

d'obstacles au commerce des pays tiers. L'expression "à l'exception, dans la mesure où cela serait nécessaire" énoncée à l'article XXIV:8 ne renvoyait pas à l'article XIX sur les mesures de sauvegarde ni à l'article XXI sur les exceptions concernant la sécurité; l'article XXI n'était pas mentionné bien qu'aucun pays n'abandonnerait son droit d'imposer des restrictions pour la sécurité de ses ressortissants, et il semblait donc que la liste des exceptions n'était pas exhaustive et n'était qu'illustrative. L'intervenant ne connaissait pas encore la position de sa délégation sur ce point. Il a ensuite demandé au représentant des Communautés européennes de préciser comment, selon lui, un accord commercial régional pouvait déroger au principe NPF compte tenu de sa position au sujet de la relation entre les paragraphes 4 et 5 de l'article XXIV.

13. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il souscrivait à la plupart des observations faites par le représentant du Japon, sauf en ce qui concerne la liste des exceptions indiquée à l'article XXIV:8. Pour préciser ce qu'il avait voulu dire à propos de la relation entre les paragraphes 4 et 5 de l'article XXIV, il a indiqué que certains points du paragraphe 4 lui paraissaient contradictoires, notamment l'affirmation générale que les parties contractantes reconnaissent qu'une intégration plus étroite entre les économies et les pays parties à des accords commerciaux régionaux pouvait être bénéfique et celle selon laquelle l'objectif d'un accord commercial régional était de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce de pays tiers. On reconnaissait donc d'une part la légitimité de l'objectif général et d'autre part que cet objectif devrait être considéré comme un objectif positif qui était de faciliter le commerce et non pas de revenir à une sorte de protectionnisme (bien qu'il aimerait nuancer ce propos en ce qui concerne les questions de sauvegarde). L'article XXIV:4 ménageait l'équilibre entre la légitimité de l'établissement d'un accord commercial régional et la responsabilité des parties à cet accord qui, en tant que "citoyennes du GATT", ne devaient pas faire obstacle au commerce avec les pays tiers. En d'autres termes, lorsque les obstacles étaient abaissés légitimement et en vertu d'accords préférentiels entre les parties à un accord, la position nette des tierces parties ne devait pas être affectée. Cela n'avait rien de surprenant puisque le droit international sur les traités multilatéraux prévoyait que, d'une manière générale, les parties à un accord multilatéral pouvaient conclure des accords ultérieurs entre une partie des Membres qui avaient adhéré audit accord et décider entre elles de leurs droits et obligations réciproques, à condition de ne pas porter atteinte aux droits de pays tiers signataires de l'accord de base. L'article XXIV:4 semblait tout simplement traduire en termes de politique commerciale ce principe général. Dans ce contexte, l'article XXIV:5 concernait la relation entre les parties à l'accord préférentiel et le reste des Membres du GATT/de l'OMC. L'important était de veiller à ce que la position nette des tierces parties ne soit pas défavorisée et qu'aucun droit ne soit supprimé, de telle sorte que l'accord préférentiel ainsi établi n'oppose pas d'obstacles au commerce des autres parties contractantes. C'était la définition de la relation externe entre les parties à l'accord commercial régional et les autres Membres du GATT/de l'OMC. L'article XXIV:8 était au contraire une discipline interne. Personne ne semblait contester le fait qu'une zone de libre-échange ou une union douanière constituait une dérogation aux dispositions générales NPF de l'article premier; toutefois, la délégation des Communautés européennes pensait que l'accord commercial régional était une dérogation légitime et que cette légitimité était conférée dans chaque cas par le respect des dispositions ou définitions énoncées à l'article XXIV:8 a) ou b), étant entendu que l'union douanière ou la zone de libre-échange se conforme aux prescriptions de l'article XXIV:5 a) ou b) pour s'assurer que les droits des tierces parties n'étaient pas lésés. C'est ainsi que l'article XXIV semblait avoir été construit. Comme l'avait dit le représentant du Japon, il y avait 50 ans que cet article avait été rédigé et la raison pour laquelle le Comité engageait ce débat était que certains points de cet article n'avaient pas bien résisté à l'épreuve du temps. Mais cette structure de base précisait la relation générale entre les parties à un accord commercial régional et les pays tiers et constituait le critère interne auquel l'accord en question devait satisfaire pour bénéficier de la dérogation. Celle-ci était exprimée à la première ligne de l'article XXIV:5: "Les dispositions du présent accord ne feront obstacle ...". Si cette interprétation était acceptée, le Comité pourrait poursuivre son débat dans un cadre cohérent dans lequel il pourrait examiner différents points et aspects.

14. Le Président a dit que ceux qui avaient rédigé le GATT, il y a 50 ans, n'avaient probablement pas prévu que cette dérogation au titre de l'article XXIV allait devenir aussi populaire.

15. Le représentant de la Suisse souhaitait soulever une question qui n'avait pas encore été abordée et que sa délégation estimait être en rapport avec la question des "autres réglementations commerciales". Outre l'article XXIV, sa délégation avait examiné d'autres dispositions de l'OMC pour voir si cette expression ou d'autres concepts apparentés étaient mentionnés à propos des accords commerciaux régionaux. Le paragraphe 2 c) de la Clause d'habilitation semblait se rapporter à ces accords. Il comportait deux aspects: la possibilité qu'avaient les pays en développement de réduire ou d'éliminer les droits de douane sur une base de réciprocité; l'autre aspect, qui semblait lié aux "autres réglementations commerciales", prévoyait la possibilité de réduire ou d'éliminer sur une base de réciprocité les mesures non tarifaires liées au commerce entre ces pays en développement. Certaines conditions et certains critères spécifiques énoncés dans ladite clause concernaient ce deuxième aspect. Pour examiner la question des "autres réglementations commerciales", le Comité aurait avantage à disposer d'éléments aussi complets que possible et il semblait souhaitable qu'à l'avenir il se demande si cette clause avait un rapport avec le débat sur cette question. Le Secrétariat pourrait être invité à se pencher sur cette question.

16. Le représentant de l'Uruguay a remercié le Secrétariat ainsi que les délégations de l'Australie et de Hong Kong, Chine pour leurs communications. Il a appuyé l'intervention du représentant des Communautés européennes en ce qui concerne la relation entre les différents paragraphes de l'article XXIV. La délégation uruguayenne convenait que l'intention de l'article XXIV n'était pas de laisser un groupe de pays opposer plus d'obstacles aux échanges en provenance de tierces parties mais plutôt d'améliorer leurs relations et la circulation de leurs échanges commerciaux, ce qui était la condition essentielle, précisée dans cet article, qui contenait des dispositions sur les conditions à remplir. En dépit ou peut-être à cause de sa popularité, l'article XXIV avait assez bien résisté à l'épreuve du temps. Il avait permis aux Membres du GATT/de l'OMC de progresser de façon ordonnée en veillant à ce que le principe de base, qui est de ne pas opposer d'obstacles au commerce de tierces parties, soit respecté. En ce qui concernait les sauvegardes, la délégation uruguayenne estimait que lorsqu'une mesure de sauvegarde était appliquée par une partie à un accord, elle n'était pas nécessairement applicable aux autres parties. C'est ce qu'indiquait la note de bas de page 1 de l'Accord sur les sauvegardes. A propos de la Clause d'habilitation, elle estimait que le Comité n'était pas vraiment habilité à en parler; les Membres pouvaient chercher dans les dispositions de cette clause des éléments susceptibles de présenter un intérêt, mais la question relevait plutôt du Comité du commerce et du développement.

17. Le représentant de l'Inde a remercié le Secrétariat et les délégations pour leurs communications qui exposaient brièvement plusieurs questions intéressantes. Deux d'entre elles, qui concernaient les "autres réglementations commerciales" étaient particulièrement importantes. L'une, soulignée dans la note du Secrétariat, concernait la façon de traiter les mesures incompatibles avec le GATT dans le cadre des accords commerciaux régionaux. L'autre posait la question de savoir si les Membres pouvaient adopter un régime commercial plus restrictif à l'égard de tierces parties après être entré dans une union douanière. La délégation indienne souscrivait à l'intervention du représentant de la Corée à propos de ces deux questions. Lui aussi souhaitait appeler l'attention sur le paragraphe 12 de la note de Hong Kong, Chine, et sur le paragraphe 9 du document WT/REG/W/17/Add.1. Il semblait que les accords commerciaux régionaux ne devaient pas appliquer les dispositions de l'article XXIV pour justifier des mesures incompatibles avec le GATT. On avait par le passé relevé plusieurs cas où des parties à une union douanière avaient pris certaines mesures incompatibles avec le GATT, en particulier dans le domaine des textiles et dans le cadre de l'Accord multifibres, qu'elles avaient justifiées par l'article XXIV. La délégation indienne souhaitait que le Comité poursuive le débat sur cette question et espérait avoir prochainement une communication à ce sujet. A propos de la deuxième question, les points de vue divergeaient quant à l'efficacité de l'article XXIV. Le représentant des Communautés européennes avait dit que les droits des tierces parties ne devraient être lésés d'aucune façon; mais il était vrai que parfois les efforts en vue de l'harmonisation débouchaient sur l'application d'un régime plus restrictif à l'égard des membres qui ne faisaient pas partie de l'union douanière. Les objectifs généraux de l'OMC étaient les mêmes et valaient, aussi bien pour ce Comité que pour tout autre organe; qu'il s'agisse de l'abaissement des droits de douane ou de la suppression des obstacles non tarifaires, l'idée maîtresse était de faciliter le commerce. Si tel était le cas, il semblait qu'aucune disposition, même justifiée par la lettre du texte juridique, ne devait déboucher sur un régime plus restrictif. A propos de la dérogation à la règle NPF, étant donné qu'une dérogation constituait une mesure exceptionnelle, elle ne devait pas s'appliquer au point que la règle NPF devienne elle-même une

dérégation. La délégation indienne suggérait que le Comité examine la question de façon plus concrète en s'appuyant sur des exemples précis. Par exemple, il était dit dans la note du Secrétariat que le Comité pouvait se demander si, lorsqu'un pays qui appliquait des restrictions quantitatives pour des raisons de balance des paiements entrait dans une union douanière, tous les autres membres de l'union douanière devaient également les appliquer.

18. Le représentant de l'Australie a remercié le Secrétariat et la délégation de Hong Kong, Chine, pour leurs documents et dit que le débat avait été très utile. Sa délégation souscrivait à la remarque du représentant des Communautés européennes et d'autres délégués à propos de l'interprétation de la relation entre les paragraphes 5 et 8 de l'article XXIV; ce point était de la plus haute importance. La note de sa délégation mettait l'accent sur l'article XXIV:8 plutôt que sur l'article XXIV:5, ce qui reflétait la préoccupation de l'Australie à propos du respect des disciplines internes dans le cadre d'un accord commercial régional. Les points soulevés par les représentants du Japon et de la Corée étaient très intéressants. Le représentant des Communautés européennes avait dit que l'article XXIV:5 régissait les prescriptions externes concernant un accord commercial régional et l'article XXIV:8 les disciplines internes, mais, comme l'avait dit le représentant du Japon, il se pouvait que les disciplines internes applicables à un accord commercial régional débouchent sur le relèvement des obstacles à l'égard des tierces parties. Le Comité devait y réfléchir. L'intervenant était reconnaissant à la délégation de Hong Kong, Chine, d'avoir souligné qu'il fallait sérieusement se demander dans quelle mesure l'harmonisation du régime extérieur était nécessaire. Par ailleurs, à propos de la relation entre les paragraphes 5 et 8 de l'article XXIV, le représentant des Communautés européennes avait dit que l'article XXIV:4 disposait qu'il n'y aurait pas de relèvement des obstacles "nets" au commerce avec des tierces parties - cet argument avait été répété plusieurs fois, dans des contextes différents, et la délégation de l'intervenant n'y souscrivait pas. Il remerciait également les représentants de la Corée, du Japon et de l'Inde d'avoir rappelé au Comité qu'il devait examiner ces questions dans le contexte de l'engagement unique des Accords de l'OMC. La délégation japonaise avait raison de rappeler que l'article XXIV avait 50 ans et, comme l'avait dit la délégation indienne, le Comité devait réfléchir à sa relation avec les objectifs généraux de l'OMC qui visaient essentiellement à faciliter le commerce. Sa délégation aimerait y revenir. En ce qui concerne l'observation du représentant de l'Uruguay, à savoir que l'article XXIV avait bien résisté à l'épreuve du temps, il conviendrait de ne pas oublier que l'une des raisons pour lesquelles le Comité avait engagé ce débat était d'examiner en toute impartialité si l'article XXIV avait bien résisté à l'épreuve du temps. Comme l'avait fait remarquer le représentant du Japon, le Comité devait consacrer plus de temps à l'examen de la nature des exceptions à l'article XXIV:8. Les textes juridiques ne fournissaient pas beaucoup d'éléments d'appui au débat. Comme l'indiquait la communication de l'Australie, l'article concernant les exceptions pour des questions de sécurité était trop sensible et trop important pour être utilisé comme critère dans cette analyse. Répondant aux questions spécifiques posées par la délégation des Communautés européennes au sujet de la communication de l'Australie, en particulier s'agissant des sauvegardes, l'intervenant a noté qu'à propos de l'article XIX, la position de sa délégation consistait à examiner les motivations économiques qui sous-tendaient probablement les accords commerciaux régionaux pour tirer des conclusions sur l'applicabilité des sauvegardes. Comme elle le notait dans sa communication, il semblait qu'en ce qui concernait les disciplines de l'OMC, l'objet d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange était, pour les parties, de tirer profit de l'intégration économique qui en résultait ou de renforcer ce processus, faute de quoi aucune motivation politique ou économique ne pouvait vraisemblablement justifier un tel accord et celui-ci ne pouvait respecter les disciplines de l'OMC. Si tel était le cas, les parties n'auraient aucun intérêt, à la fin de la période de transition de l'accord commercial régional, à appliquer réciproquement ces mesures. Le représentant du Japon a dit que ces exceptions devaient être examinées par rapport aux autres prescriptions de l'article XXIV et que la remarque sur l'effet des mesures prises au titre de l'article XIX sur les obstacles au commerce à l'égard de tierces parties était légitime. A la question du représentant des Communautés européennes, l'intervenant a répondu que, en accord avec le paragraphe 22 de la communication de l'Australie, sa délégation estimait qu'une union douanière ou une zone de libre-échange définitivement établie n'autorisait aucune solution intermédiaire entre le libre-échange entre les partenaires à l'arrangement et le traitement NPF pour les pays tiers. La question des périodes de transition était pertinente à cet égard et serait probablement examinée ultérieurement.

19. Le représentant du Japon a dit que sa délégation partageait le point de vue de la délégation indienne et souscrivait à la plupart des points soulevés par le représentant de l'Australie. Il demandait des éclaircissements supplémentaires par écrit à propos de l'explication du représentant des Communautés européennes. Il avait été dit qu'un accord commercial régional pouvait appliquer un traitement différent aux tierces parties et aux partenaires en ce qui concerne les mesures de sauvegarde, ce qui paraissait être discriminatoire. L'intervenant s'interrogeait sur la validité d'une telle discrimination à la lumière des paragraphes 4 et 5 de l'article XXIV du GATT et de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les paragraphes 4 et 5 de l'article XXIV devaient être respectés en même temps. Si les parties à un accord commercial régional respectaient les prescriptions de l'article XXIV:5, elles respecteraient automatiquement celles de l'article XXIV:4. Comme l'avaient dit les représentants de l'Inde et de la Corée, les parties à un accord commercial régional ne devaient pas s'appuyer sur l'article XXIV:8 pour justifier des dérogations à la règle NPF; le représentant des Communautés européennes avait dit que des dérogations légales étaient possibles mais, ainsi que l'avait expliqué le représentant de l'Inde, une "dérogation" était une déviation exceptionnelle du principe directeur de l'OMC.

20. Le représentant du Mexique a dit qu'il ne partageait pas l'idée que l'article XXIV soit considéré comme dépassé sous prétexte qu'il avait 50 ans. Au contraire, après avoir examiné cet article pendant le Cycle d'Uruguay, les Membres étaient arrivés au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994. L'article était aussi actualisé que d'autres résultats du Cycle d'Uruguay. De plus, eu égard aux documents présentés par le Secrétariat, le Comité devait examiner les différentes dispositions d'un point de vue plus juridique plutôt que simplement systémique. Il ne voulait certainement pas reprendre les arguments sans cesse répétés au fil des années, en particulier pendant le Cycle d'Uruguay. L'intervenant ne pouvait considérer l'article XXIV dans le même cadre que les autres exceptions; certains considéraient que l'article conférait un droit et d'autres qu'il dérogeait à l'article premier de sorte qu'il couvrait l'ensemble du GATT de 1994 et tous les Accords de l'OMC figurant à l'annexe 1 A et interprétant les dispositions du GATT de 1994.

21. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il essaierait de clarifier ultérieurement la position de sa délégation. Il voulait faire quatre remarques à propos du présent débat: premièrement, l'article XXIV:5 devait être examiné par rapport au paragraphe 8; à propos de la structure générale de l'article, il fallait examiner tout l'ensemble. Deuxièmement, les représentants de la Corée et de l'Inde avaient fait des remarques très intéressantes au sujet des restrictions dans le cadre des unions douanières. La question se posait donc de savoir comment les réglementations commerciales étaient appliquées pendant la période de transition. Par exemple, l'application provisoire de mesures antidumping, qui sont d'autres réglementations commerciales restrictives, relevait de l'aménagement du processus de transition; la référence aux textiles, par le représentant de l'Inde, pouvait être vue dans la même optique. Cette question semblait être une question à part sur laquelle il conviendrait de revenir. Troisièmement, l'intervenant avait fait une remarque plus générale indiquant que, selon l'intention des paragraphes 4, 5 et 8 de l'article XXIV, les droits des tierces parties ne devaient pas être lésés. Cependant, il semblait également que les droits des parties à l'accord ne devaient pas être lésés au-delà de l'obligation de respecter l'article XXIV, et ce point était important dans la mesure où il allait au cœur du débat sur les questions de savoir si les droits en question étaient "appliqués" ou "applicables" et si un Membre pouvait bénéficier de ses autres droits dans le cadre de l'Accord. Au cours de ce débat, il avait été suggéré implicitement que la partie qui adhéra à l'arrangement perdait des droits; ce point devrait être examiné au prochain débat. Enfin, en ce qui concerne le débat sur les sauvegardes, la délégation des Communautés européennes estimait que cette question touchait à la mise en oeuvre des mesures relevant de l'article XIX dans le cadre d'une zone de libre-échange; comme il l'avait déjà dit, il semblait qu'une union douanière était un cas particulier puisque ses membres semblaient être autorisés, sinon contraints, à ne pas appliquer entre eux les mesures prescrites à l'article XIX. Cependant, cela ne préjugait pas, dans ce contexte, de l'application de mesures de sauvegarde bilatérales qui ne lésaient pas les droits des tierces parties. Les parties ou une catégorie des parties à un accord multilatéral pouvaient toujours modifier leurs droits et obligations réciproques pour autant qu'ils ne lèsent pas les droits des tierces parties. Ce principe était aussi applicable aux mesures de sauvegarde.

22. Le Président a dit que le débat avait été sérieux mais qu'étant donné que l'examen des "autres réglementations commerciales" avait soulevé un certain nombre de questions secondaires, il lui semblait qu'à l'avenir le débat devrait être plus structuré. Le Comité devait toujours avoir son mandat à l'esprit et se rappeler que ce débat se tenait dans le contexte de ce mandat, c'est-à-dire de l'examen des conséquences systémiques des accords commerciaux régionaux sur le système commercial multilatéral. Dans ce contexte, les éléments ci-après du débat pourraient être examinés de plus près: i) la relation entre les différentes parties de l'article XXIV, en particulier les paragraphes 4, 5 et 8, ii) la relation entre l'article XXIV et les autres parties du dispositif du GATT et de l'OMC, iii) la définition des mesures ou réglementations visées par l'expression "autres réglementations commerciales", iv) l'examen de ces mesures ou réglementations, et v) la différence entre les zones de libre-échange et les unions douanières. Il serait utile que le débat s'appuie sur des exemples spécifiques et évite la répétition de ce qui avait déjà été dit pendant le processus d'examen. Il faudrait encourager les délégations à faire des communications écrites pour alimenter le débat.

23. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation appuyait la proposition du Président; elle souhaiterait également que le Secrétariat établisse une note sur les points soulevés à la présente réunion et dans les débats futurs du Comité.

24. Le représentant des Etats-Unis a dit que le débat avait été plus fructueux que prévu étant donné que les documents n'avaient été distribués que peu de temps à l'avance. Dans un souci d'efficacité, le Comité devrait à l'avenir éviter de lancer des idées "tous azimuts" et essayer de circonscrire le débat en définissant mieux les questions. Les délégations devaient disposer d'un temps suffisant pour soumettre et examiner les documents à l'avance. C'est pourquoi, en plus d'un ordre du jour mieux structuré, un calendrier aiderait les délégations qui reçoivent des instructions de leurs capitales à participer au débat.

25. Le Président a dit que pour mieux structurer le débat sur les "autres réglementations commerciales", l'aérogamme par lequel la prochaine réunion sera convoquée préciserait les thèmes secondaires. Comme le Comité était encore en train de déterminer quels points les délégations estimaient être importants, il était prématuré de demander au Secrétariat d'en dresser la liste comme si le débat avait été concluant. La prochaine fois, le débat serait organisé à l'avance pour optimiser le résultat. Passant à l'examen de l'expression "pour l'essentiel des échanges", le Président a ensuite donné la parole aux participants.

26. Le représentant de la Corée a dit que le Comité devait attendre les notes d'information du Secrétariat sur cette question avant d'ouvrir le débat.

27. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation attendait également les notes d'information du Secrétariat. Le débat pourrait être reporté jusqu'à ce que les délégations aient reçu ces documents et aient pu les digérer. L'expression "pour l'essentiel des échanges commerciaux" posait en fait un problème relativement simple en ce sens que les divergences étaient bien connues. La délégation australienne souhaitait mettre l'accent sur la recherche d'une solution au lieu de ressasser les divergences.

28. Le représentant des Communautés européennes a dit que, quand bien même le Comité pouvait s'appuyer sur le document de l'Australie, il serait utile de reporter le débat. Sa délégation ne pensait pas que la question était simple, ni en théorie ni en pratique, mais qu'elle devait être abordée sérieusement après une bonne préparation. Les notes du Secrétariat étaient utiles du fait de leur neutralité en tant que document de base pour les discussions.

29. Le Président a dit que le Comité pouvait commencer le débat sur cette question dès la prochaine réunion, ce qui permettrait aux délégations de recevoir les documents du Secrétariat et de se préparer.

D. Notifications sur la mise en oeuvre des accords

30. Le Président a rappelé qu'à la précédente réunion le Comité avait demandé à pouvoir, de concert avec le Secrétariat, élaborer une note informelle révisée sur les prescriptions en matière de notifications. La note révisée tenait compte des points soulevés à la dernière réunion, en particulier que la précédente

note était trop ambitieuse et que, quoi qu'on fasse, il fallait refléter le fait que l'obligation de notification existait dans bon nombre d'accords commerciaux régionaux. De ce fait, la proposition informelle qui avait été soumise aux Membres était une compilation des différentes prescriptions en matière de notifications d'accords commerciaux régionaux existant dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises, du Conseil du commerce des services et du Comité du commerce et du développement. A cet égard, elle n'était pas du tout ambitieuse puisqu'il s'agissait essentiellement d'une énumération des différentes obligations déjà existantes, accompagnée d'une suggestion invitant le Comité à les rendre pleinement opérationnelles et à soumettre des recommandations aux autres organes. Il en résulterait une certaine cohérence en ce sens qu'un accord commercial régional serait notifié chaque fois qu'une telle obligation était prévue. Outre l'organe juridiquement compétent, le document suggérait que la notification soit également portée à la connaissance du Comité, dans le but d'accroître la transparence et d'aider le Comité à examiner les questions systémiques. Le Président lui-même et le Secrétariat avaient essayé de ne pas donner l'impression qu'il s'agissait d'un prolongement du processus d'examen ou d'un prélude au processus de règlement des différends. Pour faciliter l'échange de vues, le Président proposait que le Comité engage un débat informel sur la proposition informelle puis se réunisse à nouveau dans un cadre formel pour consigner certains éléments du débat.

31. Le Comité a accepté cette suggestion et a ouvert le débat en réunion informelle.

32. Après le débat informel, le Président a reconvoqué la réunion formelle. Pour résumer ce qui avait été dit, il a dit que le débat du Comité sur la proposition informelle avait été utile et qu'un certain nombre de suggestions préliminaires en vue de l'améliorer avaient été faites. A propos de la teneur générale du document, un consensus semblait se dégager sur le fait que le meilleur moyen pour le Comité de s'acquitter de ses obligations au titre du point b) de son mandat concernant l'obligation de notification était de s'appuyer sur les règles juridiques existantes applicables aux différents types d'accords. Le Comité pouvait poursuivre son débat à la prochaine session en se demandant comment, sur un plan de procédure, appliquer les différentes prescriptions dans ce domaine. L'esprit de coopération était bon, malgré l'expression tout à fait naturelle de sensibilités différentes.

E. Autres questions

33. Le Président a dit que la délégation des Etats-Unis ferait deux observations au titre des "Autres questions" en ce qui concerne la documentation et la fréquence des réunions. Il a commencé par faire part de quelques réflexions inspirées par l'expérience du Comité. L'objectif était d'offrir aux délégations les meilleures conditions possibles afin que le Comité puisse s'acquitter de son mandat avec méthode et économie et en étant bien informé. Le Comité avait accumulé un retard considérable en ce qui concerne l'examen des notifications et d'autres questions relevant de son mandat lui avaient aussi pris du temps. En conséquence, le nombre des réunions avait été très élevé ces 18 derniers mois. Aujourd'hui, de nombreux examens tiraient déjà à leur fin. Il conviendrait qu'à l'avenir les délégations puissent disposer de plus de temps pour prendre connaissance de la documentation et préparer les réunions. Le Comité devrait peut-être penser à réduire le nombre des accords examinés parallèlement à ces réunions afin de concentrer son attention et d'accélérer le processus. Cette suggestion pouvait s'appliquer aux autres aspects du mandat du Comité.

34. Le représentant des Etats-Unis a dit que les questions de la documentation et de la fréquence des réunions du Comité étaient étroitement liées. Au début de cette année, un certain nombre d'examen d'accords commerciaux régionaux n'avaient pas été concluants parce que les parties à ces accords n'avaient pas fourni la documentation nécessaire ou l'avaient fait trop tard, dans certains cas le jour même de la réunion. Le Comité avait donc étudié la question et était convenu des procédures, notamment en ce qui concerne les délais pour la présentation de cette documentation, les modalités à suivre pour la période comprise entre la notification et la première réunion d'examen et le moment auquel les parties à l'accord devaient indiquer si elles préféraient utiliser le Modèle de présentation type ou recevoir des questions écrites. Le point essentiel de ces nouvelles procédures était de s'assurer que les réunions du Comité soient productives, sans perte de temps pour les délégations. Cette semaine, cependant, le Comité avait connu cette sorte d'inefficacité. Il avait été prévu d'examiner huit accords, qui auraient dû faire l'objet de huit

documents généralement présentés selon le modèle. Sur ces huit documents, un seul avait été reçu à temps pour la traduction; un autre avait été communiqué par le Secrétariat une semaine à l'avance; deux n'avaient été reçus que quelques jours avant la réunion; et quatre n'avaient pas été reçus. En ce qui concerne l'examen des questions systémiques et de la notification biennale, deux documents, y compris plusieurs projets de recommandations, avaient été présentés quelques jours seulement avant la réunion. La délégation de l'intervenant estimait donc que ces derniers jours n'avaient, dans l'ensemble, pas été fructueux; le Comité devrait consacrer plus de temps à l'examen des accords et il n'avait probablement pas beaucoup avancé non plus en ce qui concerne l'examen des questions systémiques et les problèmes de notifications. Cela l'amenait au deuxième point, celui de la fréquence des réunions du Comité. Ces derniers temps, le Comité s'était réuni toutes les quatre à six semaines, en principe pour s'acquitter de certains aspects de son mandat. Or il ne faisait rien de concret et en réalité il était peut-être en train de freiner le processus. En résumé, les délégations et le Secrétariat avaient besoin de temps pour élaborer les documents et bien se préparer aux débats. Comme les réunions n'étaient pas assez espacées et que les délégations avaient beaucoup d'autres tâches à remplir pour l'OMC, elles manquaient tout simplement de temps. Puisque le Secrétariat était en train d'établir le calendrier pour les six à huit mois à venir, la délégation des Etats-Unis préconisait que l'on organise des réunions toutes les six semaines au plus, en appliquant les règles relatives à la communication de la documentation en temps voulu et en prévoyant un meilleur emploi du temps pour les discussions systémiques. Bien sûr, les délégations auraient leur propre rôle à jouer dans l'élaboration et la présentation de la documentation. Il serait également utile de prévoir, dans le calendrier des futures réunions, un certain temps pour les réunions informelles. Ce pourrait être un après-midi libre ou un moment intercalé entre les réunions formelles, ou une autre formule, mais ce moment serait d'autant plus important lorsque le Comité passerait davantage de temps à rédiger les conclusions des examens. Enfin, la délégation des Etats-Unis demandait au Secrétariat d'établir des ordres du jour annotés pour les futures réunions, en particulier pour l'examen des questions systémiques et institutionnelles.

35. Le représentant des Communautés européennes a dit que du point de vue de celle des délégations qui avait le plus de documents à préparer, il était évident que la documentation prenait beaucoup plus de temps que prévu. Il fallait du temps pour rédiger les documents, obtenir l'aval des capitales, etc. Prévoir des réunions toutes les six semaines, avec la possibilité de tenir des consultations informelles, semblait être un changement raisonnable.

36. Le représentant de l'Uruguay a demandé des éclaircissements sur la proposition concernant le calendrier. Si l'objectif était de laisser plus de temps de préparation aux délégations, il lui semblait qu'avec des réunions toutes les six semaines elles en auraient plutôt moins.

37. Le Président a dit que le Comité avait tenu approximativement une réunion par mois. S'il se réunissait toutes les six semaines, il disposerait de 50 pour cent de temps en plus pour se préparer. Peut-être l'intervalle entre les réunions était-il trop court, tant pour établir les documents que pour laisser aux délégations le temps de se préparer aux débats. Il serait peut-être utile d'avoir des sessions plus denses ou plus intenses mais moins fréquentes. Le Comité avait réussi à rattraper une partie de son retard, ce qui était son objectif initial essentiel. Il était maintenant arrivé au point où il devait tirer les conclusions de ce processus et le Président était quelque peu préoccupé par le fait qu'à ce jour le Comité s'était montré incapable de le faire. Il semblait qu'un effort concerté était nécessaire, en particulier en ce qui concernait certains des principaux accords que le Comité (et les groupes de travail avant lui) examinait depuis très longtemps. En fin de compte, s'il était difficile d'arriver à un accord sur les principaux arrangements commerciaux, l'idée que le Comité devait arriver à des conclusions sur les autres accords était difficilement défendable. Lorsqu'il se serait acquitté de cette tâche, sa tâche serait probablement alléguée: il aurait moins d'examens à conduire et ceux qui lui restent bénéficieraient de l'expérience acquise grâce au retard accumulé. En outre, le Comité aurait amélioré les procédures d'examen ainsi que les procédures de notification relevant de son mandat. Il ne lui restera donc plus pour l'essentiel, qu'à examiner les nouveaux accords qui lui seront présentés ainsi que les questions systémiques.

38. Le représentant du Japon a dit que pour la présente session, les instructions qu'il avait reçues étaient similaires à celles qu'avait reçues le représentant des Etats-Unis; bien que la documentation soit arrivée en retard, les examens et les débats avaient été fructueux. Compte tenu de la lourde charge de travail qui avait

pesé jusqu'ici sur le Comité, la fréquence de ses réunions paraissait appropriée et il avait bien rattrapé son retard. Comme cela avait été suggéré, il pourrait également tenir des réunions informelles. L'intervenant a recommandé de laisser la question du calendrier au Président et au Secrétariat.

39. Le représentant du Venezuela a dit que si le Comité privilégiait la qualité au détriment de la quantité il faudrait peut-être envisager d'organiser des réunions d'une semaine et demie. L'intervalle entre les réunions serait alors réduit, ce qui une fois encore ne laisserait que quatre semaines entre les réunions.

40. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation appuyait l'intervention du représentant des Etats-Unis. En outre, il notait que la communication tardive de la documentation ne facilitait pas la participation des nouveaux venus aux réunions. Quant à la fréquence des réunions, il proposait de prévoir un intervalle de huit semaines entre les sessions et d'organiser entre-temps des réunions informelles.

41. Le Président a dit que la discussion avait été utile en reflétant une certaine frustration des délégations au sujet des questions connexes de la documentation et de la fréquence des réunions. Il proposait d'élaborer, en concertation avec le Secrétariat, une proposition pour le calendrier des réunions de l'année prochaine. Il est ensuite passé à la question de la préparation du Rapport de 1997 au Conseil général. Le Conseil général se réunirait le 10 décembre mais les rapports devaient être adoptés par le Comité avant le 27 novembre. Etant donné que la prochaine session du Comité n'était pas prévue avant les 3-5 décembre, il proposait d'organiser une courte réunion extraordinaire à 9h.30, le 27 novembre. Le Secrétariat préparerait un projet de rapport de caractère descriptif qui sera envoyé à toutes les délégations pour observations. En raison de son caractère descriptif, ce projet de rapport ne donnerait probablement pas matière à controverse. Comme le Comité se réunirait à nouveau entre l'adoption du rapport et la réunion du Conseil Général, le rapport pourrait être modifié en fonction de l'avancement éventuel des travaux.

42. Le Président a dit que sa deuxième observation à propos de ce point de l'ordre du jour était liée à l'examen de l'élargissement des Communautés européennes. En juillet, le Comité avait eu un échange de vues en ce qui concerne la méthode *ad hoc* proposée pour les calculs au titre de l'article XXIV:5 a). Certaines délégations avaient alors demandé à disposer de plus de temps pour réfléchir à la proposition. Le Président avait récemment été informé que les questions en suspens avaient été réglées. Il allait maintenant demander au Secrétariat d'effectuer les calculs. Cela pouvait être fait rapidement et il espérait que les résultats seraient présentés au Comité des accords commerciaux régionaux bien avant la session de décembre, de sorte que la question puisse être inscrite à l'ordre du jour de cette session.

43. Répondant au représentant du Japon qui faisait remarquer que sa délégation avait l'intention de faire consigner ses autres préoccupations en ce qui concerne la méthode, le Président a dit que les délégations auraient l'occasion de faire des observations sur le résultat des calculs et de présenter leurs observations sur le fond à la réunion de décembre, dès que la documentation sera disponible.

44. Le Comité a pris note des observations.
